

BAYROU BFM TV du 27 JUIN 10.

Olivier Mazerolles : Bonsoir François Bayrou.

François Bayrou : Bonsoir.

O.M : L'affaire Bettencourt et le cas Eric Woerth tout d'abord. A l'assemblée nationale, il s'est expliqué en réponse à une question d'un député socialiste, le ton était très personnel.

Eric Woerth : « Vous voulez que je vous dise messieurs les députés ce que je pense de tout cela ? C'est immonde et c'est ignoble. (...) Jamais, je dis bien jamais, je n'ai donné la moindre instruction aux services fiscaux concernant la situation de madame Bettencourt ou celle de l'Oréal. Mon intégrité, comme celle de Florence est totale. (...) Oui, la femme d'un ministre peut exercer son métier. Il n'y a pas de conflit d'intérêt tout simplement parce que, ni mon épouse, ni moi n'avons d'intérêt et je l'assume. Dans un discours important, le président Mitterrand parlait des chiens. Monsieur le député, faites attention à ne pas en devenir un ».

O.M : Votre réaction ?

F.B : Bon, la situation d'Eric Woerth est très difficile, elle est très difficile, personnellement, je n'ai pas l'intention de hurler avec les loups parce que quand on a été au bout de la cible un certain nombre de fois on sait exactement de quoi il s'agit.

O.M : Vous estimez qu'il est honnête, que c'est un honnête homme ?

F.B : Personnellement je n'ai aucune raison de le mettre en doute, c'est quelqu'un que j'ai trouvé, depuis le début de sa carrière politique, solide, construit. Mais, le fait que depuis longtemps, on ait oublié toutes les règles, qui, dans un pays républicain et démocratique normal, devraient séparer l'intérêt public et le monde de l'argent, que j'ai, comme vous le savez, dénoncé à plusieurs reprises, notamment dans un livre qui s'appelle Abus de Pouvoir, le fait qu'on ait oublié toutes ces règles, ça fait que, en réalité, de proche en proche, un certain nombre de gens se sont exposés, ont pris des risques et des risques qui ne sont pas acceptables. C'est un manquement à des règles, qui sont des règles de séparation absolue en France et dans tous les pays du monde.

O.M : Ce que vous lui reprochez le plus c'est quoi, comme imprudence ?

F.B : D'abord, je n'ai pas à reprocher, je constate. A cette heure-ci sur une autre antenne, comme vous le savez, il y a des explications sur ce sujet, tous les journaux ne parlent que de ça, donc c'est une situation qui est objectivement affaiblie et elle est affaiblie parce que l'on a pas respecté des principes. Chaque fois que j'ai fait ce rappel aux principes, il y a un certain nombre de gens qui ont dit « François Bayrou il est obsédé, il n'aime pas l'argent ». En réalité, s'ils m'avaient écouté, ils auraient été protégés contre un certain nombre de risques. Les principes ça n'est pas fait pour mettre en difficulté, c'est fait pour protéger. Alors, qu'est ce qu'on lui reproche exactement ? Et bien, c'est impossible que dans l'entourage aussi proche d'un ministre chargé des impôts, quand on est sa femme, dans un couple, celle-là soit embauchée par la première contribuable française. Vous comprenez ce qu'il y a d'impensable,

d'impossible dans cette affaire et je sais bien que sans doute qu'Eric Woerth le vit comme, il ne se sent pas coupable, mais, un peu de bon sens aurait suffi. Chez lui et au-dessus. Dans tous les échelons de la responsabilité politique, ça aurait suffi de dire : « Non, ça ne se fait pas ». Cela, et un certain nombre d'autres choses, ça ne se fait pas. Il y a des manquements, parce qu'on a oublié une règle et un principe qui, pour moi, sont intangibles, et qui s'appellent tout simplement les principes républicains et démocratiques qu'on respecte dans tous les pays du monde.

O.M : On va revenir plus en détails tout à l'heure sur l'affaire Bettencourt et le cas d'Eric Woerth. Je voudrais vous faire entendre maintenant François Fillon qui, cette semaine, parlait de la réforme des retraites et se rassurait finalement après les manifestations et les grèves de Jeudi dernier.

« Je veux rappeler que, à chacune de ces réformes, il y a eu des manifestations, il y a eu des grèves, il y a eu des contestations. Et pourtant, personne aujourd'hui ne parle de revenir à 37 annuités et demie, ou presque. Personne ne réclame la restauration des régimes spéciaux. Je veux dire que ces réformes, qui ont été contestées en leur temps, elles sont admises maintenant par tout le monde, y compris par ceux qui les ont combattus, souvent, avec le plus de force ».

O.M : Donc, finalement, dit-il, les manifestations ça ne doit pas empêcher l'application du passage à 62 ans pour l'âge légal du départ à la retraite ?

F.B : Sur ce point, c'est vrai. Quand on a le sentiment de porter une réforme qui est une réforme importante pour le pays et celle-là, elle n'est pas importante, elle est vitale. Ou elle est, plus exactement, la première d'une série de réformes vitales, au bout desquelles nous devons aller. Mais quand je dis vitale, c'est pour le pays une question de danger national, en tout cas, c'est comme ça que je le vis. Quand on a le sentiment de porter une réforme comme celle-là, alors on a le devoir de dire « et bien, on va jusqu'au bout, on parle au pays, on essaye de le convaincre » et on est évidemment pas détourné du but par le fait qu'il y ait des protestations. Ca, c'est le jeu de la démocratie normale. Encore faut-il, et c'est là tout le point dont nous discuterons, j'imagine, après, encore faut-il que la réforme soit efficace et qu'elle soit juste. Et, de ce point de vue-là, il y a des interrogations. A mes yeux, vous savez que j'ai pris le risque de dire : « J'approuve le passage progressif de 60 à 62 ans ». Si vous observez, il n'y a pas un mouvement politique dans l'opposition en France qui ait fait ce choix. Il y a beaucoup de responsables mezzo voce, à voix basse, qui vous dises, que oui, c'est bien. Mais de mouvements politiques, il n'y en a aucun.

O.M : Je voudrais vous faire voir maintenant une image qui date de mardi dernier, ça se passe chez vous, dans le Béarn, à Bordères et vous serrez la main de Nicolas Sarkozy. Alors, on ne peut pas ne pas remarquer que cet homme, que vous traitiez il y a encore un an dans Abus de pouvoir, justement, « d'enfant barbare », vous dénonciez ce régime « oligarchique » et vous lui serrez la main ?

F.B : Monsieur Mazerolles, ce n'est pas la guerre civile la France. J'ai développé à l'encontre de Nicolas Sarkozy de sa manière de gouverner la France et de ces orientations qui étaient les siennes une critique radicale. Pour autant, je lui serre la main. Je veux dire, vous aussi vous lui serrez la main. Et alors, c'est la moindre des choses ! Je serrais la main de François Mitterrand même quand je n'étais pas d'accord avec lui ! De Jacques Chirac, c'était plus souvent quand j'étais en désaccord avec lui. Qu'est ce que c'est ce pays ou ce climat dans

lequel on ferait faute de serrer la main ? Il vient dans ma circonscription, inaugurer la plus grande usine construite cette année en France. La plus grande usine de moteurs d'hélicoptères dans le monde. Et vous voudriez que je ne sois pas là ? Et si je suis là, vous voudriez que je refuse de lui serrer la main en mettant mes mains derrière le dos ?

O.M : Mais il n'y a pas que ça, vous êtes allé à l'Elysée...

F.B : Je suis allé à l'Elysée, à Matignon, je suis allé au ministère des Affaires Sociales, dont on vient de parler, je suis allé voir les conseillers en charge du sujet, parce que je voulais défendre un certain nombre d'idées sur la retraite. Et ceci est ma responsabilité. Le chef d'opposition allemande, il serre la main d'Angela Merkel ou pas ?

O.M : On est en Allemagne, mais en France, c'est moins courant.

F.B : Bah, excusez-moi. Martine Aubry, quand Nicolas Sarkozy est allé à Lille, elle ne s'est pas contentée de lui serrer la main,

O.M : Juste une fois.

F.B : Pas du tout.

O.M : Mais vous vous voyez beaucoup en ce moment... Est-ce que finalement, ça ne vous arrange pas d'une certaine façon ? Parce que lui, il donne l'image du rassemblement et puis vous, ça vous remet dans...

F.B : Martine Aubry, quand Nicolas Sarkozy est allé à Lille, elle lui a serré la main et lui a offert un vélo, vous-vous souvenez ? Moi, je n'ai pas offert de quoi que ce soit. Et bien, c'est républicain, c'est la moindre des choses. Et pour le reste, ces critiques qui sont les miennes, on l'a vu et on va le voir, elles n'ont pas changées. Alors peut-être le ton a-t-il changé. Je veux bien accepter cette idée que j'ai pu changer de ton.

O.M : Et pourquoi ?

F.B : Parce qu'un certain nombre de Français avait cru, un nombre important, et je m'en suis rendu compte, et quand je me rends compte des choses, quoique cela me coûte, il m'arrive de changer, un certain nombre de français avait cru que l'opposition que j'avais avec Nicolas Sarkozy c'était une opposition de mésentente personnelle. D'affrontement d'homme. Or, ça n'était pas le cas. Et donc, en effet, je reconnais que, pour essayer de faire entendre ce qu'il y avait de profondeur dans mes critiques, dans mes propositions, qui faisaient une confrontation avec Nicolas Sarkozy, il est vrai que j'ai choisi ou pris un ton qui est un ton moins, peut-être, gascon à la pointe de l'épée. Cela n'a rien changé au fond.

O.M : François Bayrou est moins d'Artagnan.

F.B : Au fond, ça n'a rien changé au refus qui est le mien d'un certain nombre d'orientations fondamentales du régime que Nicolas Sarkozy incarne depuis 3 ans, et pour le reste, la République est la République et je suis député et leader d'une des formations de l'opposition et j'assume les deux.

O.M : Très bien, dans un instant, on reparle d'Eric Woerth, de Liliane Bettencourt, des retraites et du déficit. A tout de suite.

(Pause)

O.M : François Bayrou, de retour, l'affaire Bettencourt François Lenglet ?

Bonsoir François Bayrou. Alors, l'affaire Bettencourt, vous en avez parlé un petit peu tout à l'heure avec Olivier, d'un côté, la première fortune de France conseillée par madame Woerth, d'un autre côté Monsieur Woerth, ministre du budget à l'époque, vous l'avez entendu tout à l'heure répondre aux questions qui concernaient les éventuels conflits d'intérêts est-ce qu'il vous a convaincu ?

F.B : D'abord je ne l'ai pas bien entendu parce que j'étais avec vous, ça a duré trois minutes et donc, je ne l'ai pas bien écouté, je le verrai demain. Vous savez, au fond, c'est chaque fois la même chose. Les ministres qui sont mis en cause sur les affaires de cet ordre, croient qu'il y a une affaire personnelle, une vindicte, qu'on les poursuit injustement, et s'ils réfléchissent et quand cette affaire sera finie il réfléchira, il dira dans quelques années : « Je me suis trompé ». Et je connais un certain nombre de responsables publics qui ont eu ce genre de problèmes. Tous, sans exceptions, au début ils le vivent comme une injustice, puis ils s'aperçoivent après que c'était une situation dans laquelle ils s'étaient mis. Et je répète qu'il y a dans l'affaire Bettencourt deux sujets, il y a dans la situation d'Eric Woerth aujourd'hui deux sujets : Le premier sujet c'est, en effet, une très grande proximité, alors qu'il était ministre des impôts, par son épouse interposée, avec la première contribuable française. Ce qui, vous le voyez, est une interrogation. Embauchée, alors qu'il était déjà ministre du Budget. Et vous avez vu ce qu'en pense celui qui l'a embauché. Donc ceci est un élément au moins d'interrogation, si ce n'est d'inquiétude. Deuxièmement, il y a à la fois le fait qu'il était ministre du budget et trésorier de l'UMP, il se trouve que, depuis longtemps, je suis de ceux qui ont dit « cette situation est impossible », parce que c'est une situation qui expose naturellement aux soupçons immédiats. Vous êtes ministre du budget, vous êtes ministre des impôts, vous avez des donateurs et vous voyez bien à quel point les deux choses peuvent faire choc.

Favoriser ou fermer les yeux sur l'action de ses donateurs ?

F.B : Je ne dis même pas ça. Vous-vous souvenez qu'on disait autrefois, aux temps de l'Empire Romain, que la femme de César ne peut pas être soupçonnée. Et bien il en est de la République comme de la femme de César. La question n'est pas tant, est-ce qu'il a fait quelque chose, que, est-ce que quelque chose peut s'introduire dans cette affaire. Et bien, en tout cas moi, la république que j'aime, celle que je ferais tout pour mettre en place, c'est une république dans laquelle il y a un mur de verre entre...

Par exemple il faut interdire le cumul de certaines fonctions ?

F.B : Il y a bien entendu multiplier les règles, on y viendra peut-être dans quelques secondes, mais il y a une chose sûre. C'est que le président de la République, le Premier ministre, les principaux responsables de l'exécutif et de la République en France devraient à eux-mêmes s'imposer cette règle. En disant, quand ils apprennent des choses comme cela, ils reçoivent celui qui vient et lui disent : « Ecoutez, c'est ça ou vous ne pouvez pas être ministre ». C'est au président de la République et au Premier ministre d'imposer un certain nombre de règles,

mais il y a dix histoires dans le gouvernement. Si j'avais été dans cette responsabilité, je n'aurais pas accepté dix secondes. J'aurais dit : « Mon cher ami, venez me voir, les journaux disent qu'il y a ce fait, et bien ce fait fait que vous ne pouvez pas être à la fois dans cette situation et ministre du gouvernement.

C'est un choix de couple en fait ? Sa femme peut aussi ne pas accepter ce poste.

F.B : Je vais prendre des exemples pour essayer de comprendre. Imaginez que vous ayez en Grande-Bretagne un ministre chargé de surveiller les jeux. Et que l'épouse de ce ministre soit embauchée par le premier Bookmaker du pays. Vous pensez que les Anglais trouveraient que ça va ? Vous voyez bien, c'est purement et simplement impossible. Dès l'instant que vous vous déplacez de France et que vous regardez ça d'un pays étranger, vous dites, c'est impossible. Et si vous dites que c'est son fils ou sa fille, ça serait la même chose. Parce qu'il y a des embauches qui ne sont jamais innocentes. Comme d'ailleurs on l'a vu en lisant les incroyables conversations enregistrées de cette manière rocambolesque par le maître d'hôtel en question. Est ce que je l'attribue à un homme ou à un système ? Je l'attribue à un système.

Parce que vous disiez tout à l'heure : On ne respecte plus les principes républicains, pourquoi ? Est ce que c'est le fait d'un individu ou...

F.B : Je vais essayer de vous répondre. Je l'attribue à un système. J'attribue la responsabilité de cette situation à un système. Non pas seulement à un homme mais à un système.

Le système de Nicolas Sarkozy ?

F.B : Plus que ça. Le projet qui était celui de Nicolas Sarkozy quand il a été élu, j'ai écrit un livre sur ce sujet, qui était un livre d'indignation, qui dit à chaque ligne : Ceci est le contraire du projet français. Quel était le projet de Nicolas Sarkozy ? Il s'agissait de rompre avec la tradition française qui est une tradition en effet très réservée à l'égard de l'argent. Vous-vous souvenez, le général de Gaulle disait : « La politique de la France ne se fait pas à la corbeille de la Bourse ». De la bourse, c'est moi qui l'ajoute. Et il avait raison. La République, c'est précisément de tenir le monde des intérêts privés, le monde de l'argent en lisière. Nicolas Sarkozy a fait un projet politique qui consistait à faire comme les autres, à faire comme les Américains, à faire comme les Anglais, à réintroduire, à marier le monde des intérêts privés et le monde de la politique, c'est le Fouquet's. C'était, à la première minute du quinquennat, on a vu ce qu'était cette intimité.

Donc, vous maintenez ce que vous écriviez il y a un an ?

F.B : Mais je maintiens intégralement ! Et il y a beaucoup de citations dans ce livre et il y en avait une qui m'avait frappé, qui avait été reprise par lui, reprise par madame Lagarde, qui était : « Je veux réconcilier la France avec l'argent parce que l'argent, c'est la réussite ». Et monsieur Copé m'a dit ça à l'assemblée nationale. Et moi je pense que toutes les réussites du monde, en France, à honorer et à reconnaître : Réussites du savoir, réussites de la connaissance, réussites du dévouement, réussites de la philosophie ou de la spiritualité, de l'écriture, de l'art, mais l'argent ne fait pas partie des réussites qu'en France, on devrait mettre en avant. Ca ne veut pas dire qu'on le déteste, ça ne veut pas dire qu'on le hait. Ca veut dire que la République elle propose à nos enfants autre chose à croire que le carnet de chèques. Et ils sont tellement portés à cause de la télévision, à cause des écrans, à cause des footballeurs, ils

sont tellement portés à croire la réussite c'est le blé, c'est la thune comme ils disent, et bien nous, républicains, nous, France, nous pensons le contraire.

François Bayrou on revient quand même un instant sur cette affaire Bettencourt et peut-être Woerth. Est ce que, si on vous écoute un peu, est-ce qu'on peut aller jusqu'à dire que finalement, Eric Woerth couvre, est un peu le bouclier d'un système qui le dépasse peut-être, une sorte d'Alain Juppé de Nicolas Sarkozy ? Dans les enregistrements que vous avez écouté, vous savez qu'il est question de 3 chèques. Un pour Eric Woerth, peut-être en tant que trésorier de l'UMP, vous le rappeliez, risque de mélanger les genres, un pour Valérie Pécresse qui était alors candidate en Ile de France et un troisième, c'est ce qu'on entend dans les enregistrements, pour Nicolas Sarkozy, l'enregistrement date d'Avril. Est ce que c'est possible, d'abord, que le président touche un chèque, et ensuite, est ce que vous n'avez pas l'impression que du coup, toutes les accusations sont portées sur Eric Woerth mais que le système est peut-être plus large ?

F.B : Je n'ai aucun détail de cette affaire mais je vous dis en conscience qu'il n'est pas imaginable que le Président de la République touche quelque chèque que ce soit sous quelque forme que ce soit, c'est impossible légalement, humainement, politiquement, républicainement, je ne crois pas du tout, je ne crois pas un mot de cette histoire, vous voyez bien à quel point cela serait, ce dont j'ai l'impression, c'est qu'on expliquait à madame Bettencourt c'est qu'il fallait financer le parti et les amis du président. Pour se faire bien voir. Parce que c'est ça qui est marqué dans le texte. Et ceci montre que c'est bien ce système. Et que c'est à ce système qu'il faut mettre un terme. Et je le ferai, je n'aurai pas de cesse, comme responsable public, que la France rompt avec ces mœurs, qui sont des mœurs, pour moi, insupportables. Comme républicain, je trouve ces mœurs insupportables. Et je n'aurai de cesse que l'on rompt avec ces mœurs et que l'on bâtit, en effet, une muraille de verre dans la loi, mais surtout une muraille de verre dans les actes.

Mais Monsieur Bayrou, vous le rappeliez il y a un instant, aux Etats-Unis, par exemple, il y a des collectes de fond pour les campagnes, qui sont considérables. Les banquiers fournissent énormément d'argent au futur président des Etats-Unis lors de sa campagne électorale. Alors, est ce que d'abord, on peut éviter de faire comme eux, dans le monde d'aujourd'hui, tel qu'il est, ça c'est le premier point, et sinon, comment peut-on ériger ce mur de verre, la France n'est-elle pas en contradiction en étant seule dans son coin ?

F.B : Monsieur Mazerolles, vous êtes en train d'expliquer la raison pour laquelle j'ai toujours pensé et plaidé pour que la France ne succombe pas aux sirènes américaines. Parce que, en effet, dans la vie publique américaine, l'argent tient tout, et comme il n'y a que deux partis, il suffit d'en financer deux et comme ça on est sûr que c'est les mêmes qui tirent les ficelles derrière les deux.

Et ce que c'est pas transparent ?

F.B : Ce n'est pas transparent monsieur, c'est dégueulasse. Et je déteste la dégueulasserie de ce genre de système. D'abord, je ne crois pas une seconde que ce soit transparent. Je peux vous dire que, j'ai été de ceux, peut-être même celui, qui a le plus insisté sous le gouvernement Balladur, un certain nombre de gens voulaient qu'on accepte les dons des entreprises aux partis politiques. Le don des personnes morales aux partis politiques. Et j'ai été de ceux, pas tout seul, Pierre Méhaignerie aussi, qui était à l'époque Garde des Sceaux,

nous avons été tous les deux à dire, nous ne l'accepterons pas. Parce que tout ça c'est la porte ouverte au trafic d'influence.

Et on en est resté à la limite de 7500 euros par personne.

F.B : Et bien oui, et c'est déjà bien. C'est pire encore que du trafic d'influence. Ca veut dire, qu'en fait, vous n'êtes pas citoyen également selon que vous êtes ami de l'argent ou, au contraire, réticent ou réservé ou éloigné à l'égard de l'argent.

Alors, en France, qu'est ce qu'il faut ériger comme règle ?

F.B : Oh, et bien il faut une règle très simple, une, par exemple qui est que les hommes publics membres du gouvernement ou parlementaires rendent public la totalité de leurs revenus, de leurs déclarations fiscales. C'est aussi simple que ça, ça éviterait des cumuls qui sont des cumuls extrêmement choquants, qu'on vient de découvrir entre retraites de parlementaires et ministres, ça éviterait d'avoir ainsi des multiples sources de revenus qui, selon moi, ne correspondent pas à l'éthique qui devrait être celle d'un député, sénateur, parlementaire ou d'un membre du gouvernement a fortiori.

Donc on élargit la règle qui existe aujourd'hui pour les candidats à la présidence, la règle de déclaration de patrimoine, c'est ça ?

F.B : Ce n'est pas exactement ça, ça, c'est la règle de déclaration du patrimoine qui existe déjà, bien que ce ne soit pas rendu public. Mais les revenus. Ca éviterait d'avoir un certain nombre d'abus qui sont des abus extrêmement choquants. Je pense, par exemple, je ne sais pas si c'est vrai, que comme vous savez les parlementaires ne peuvent pas cumuler des revenus d'élus locaux avec leur mandat parlementaire au-delà d'une somme...

50%. Comme les ministres, 50% de l'indemnité de base du parlementaire. L'indemnité de base qui est de 7000 euros.

F.B : Et bien vous en savez plus que moi. Parce que y'a des gens qui m'ont dit, j'ai même lu ça, que pour les ministres, c'était ouvert, ce que je considère absurde.

50% pour les ministres aussi. $14000 + 7000 = 21000$.

F.B : Et bien vous-vous rendez compte ? Comment on arrive à 7000, c'est d'ailleurs une grande question tout ça. Comment on arrive à 7000 euros de revenus cumulables ?

Dividendes, de syndicats de communes, ...

F.B : Voilà ! Et bien moi je dis qu'il ne suffit pas d'interdire le cumul des mandats pour interdire le cumul des indemnités.

Comme René Dauzières, du parti socialiste, c'est sa proposition.

F.B : Et bien c'est très bien. J'ai beaucoup de respect pour lui et je trouve que voilà une proposition simple, qui permettrait de faire avancer les choses. Si vous rendez public les revenus, après tout, vous êtes ministre de la République, et bien, c'est normal que les gens sachent. Et deuxièmement, interdisez le cumul des indemnités.

Alors, est-ce que la France est une île, un peu, dans ce monde tellement mutualisé ?

Ma question portait sur les conséquences, au fond, de tout cela, c'est vrai qu'on voit beaucoup cette succession de scandales touchant ministres, à leurs comportements personnels, à leurs dépenses personnelles, alors, est ce qu'il n'y a pas, selon vous, en France, un risque de populisme et disons, dans un pays où la crise des élites était déjà assez aigue, vous l'aviez déjà souligné d'ailleurs avant 2007, elle ne s'est pas encore calmée, ...

F.B : Sur ce sujet, ce que vous appelez populisme, ça n'est pas autre chose que le bon sens élémentaire d'un citoyen qui dit : « Je ne veux pas me faire gruger ». Il y a quelque chose, en effet, je l'ai dit depuis plusieurs mois, il y a quelque chose qui bouillonne, qui fermente, autour de la question des privilèges des uns et de la rigueur ou des efforts imposés aux autres. Et je vous le dis, je le répète, vous avez entendu cette phrase comme un mantra, vous ne pouvez pas demander des efforts aux gens s'il n'y a pas par ailleurs des mesures de justice qui fassent que ces efforts soient proportionnés aux moyens de chacun. Et je veux répondre à votre question Olivier Mazerolles. Parce qu'elle était très importante. Vous dites, est-ce que la France est une île ? Ma réponse est oui et tant mieux !

Et on peut rester une île ?

F.B : Oui. On peut rester une proposition faite à l'Europe et faite au monde d'un projet politique, on l'appelle républicain, démocratique, d'un projet politique qui soit un projet qui a d'autres valeurs que les valeurs de pourrissement dans lesquelles nous sommes enfoncés. On peut et on doit. Parce que, à l'instant même où la France renonce et c'était ça le risque en 2007, à l'instant même où la France renonce à être cette singularité dans le monde, elle renonce à exister. La vocation de la France, c'est précisément d'être une résistance en face de cette espèce de dérive générale dans laquelle les valeurs proposées aux enfants que nous élevons, c'est les valeurs les plus médiocres et les plus méprisables qu'on puisse rencontrer. C'est-à-dire la loi du plus fort sous la forme de la loi du plus riche.

Mais on cru un moment, justement pendant la crise, que le modèle, le contre modèle que proposait la France et d'autres pays allait peut-être progresser et puis là, avec cette sortie de crise, on a l'impression que le modèle libéral reprend une nouvelle fois ses droits, on l'a vu ce week-end, au G8 et au G20, l'impossibilité pour les pays d'aller beaucoup plus loin que de vagues promesses sur la réglementation...

F.B : Oui enfin, le G20, c'est zéro, c'est le G0. Il faut appeler les choses par leur nom.

Et comment est ce que vous gardez encore la foi pour un « monde meilleur » alors que la réalité nous montre que ce n'est pas notre modèle...

F.B : Ca n'est pas la réalité ! C'est notre faiblesse. C'est parce que nous avons mis le doigt dans cette affaire, vous savez à quel point je me suis opposé à la rentrée de la France dans le commandement intégré de l'OTAN. Pourquoi ? Parce que ça voulait dire que nous acceptions enfin de nous remettre dans le moule. Tout ce qui s'est passé depuis 2007, toute la querelle que j'ai eu avec Nicolas Sarkozy ce n'est pas une querelle médiocre, ce n'est pas une querelle d'intérêt, si j'avais voulu les intérêts, c'était facile d'en avoir, ce n'est pas une querelle d'épiderme. D'hommes qui sont en rivalité les uns avec les autres. Ca n'a rien à voir avec ça. Ce que Nicolas Sarkozy a mis en cause dans ses orientations de 2007, alors peut-être il a un peu changé sur un certain nombre de sujets, tant mieux si c'était vrai, pour l'instant, j'attends

de voir, mais il le dit en tout cas. Mais les orientations de 2007 de Nicolas Sarkozy, c'était des orientations qui visaient toutes, sous le nom de rupture, à remettre la France dans le chemin où elle ne voulait pas.

François Bayrou, vous êtes un européen convaincu, un tantinet fédéral, oui ?

F.B. : Oui.

Et bien, comment la France pourrait-elle être une île imposant ses vues à des partenaires qui ne veulent pas en entendre parler ?

F.B. : Mais qu'est ce vous en savez ?

Je constate. Les Allemands, on leur demande de modifier, ils ne modifient rien, ...

F.B. : Il se trouve que je connais un peu Angela Merkel. Quelle est la seule qui soit allée contre les banques ? C'est Angela Merkel et Schäuble. J'ai pour Wolfgang Schäuble, que je connais depuis très longtemps, c'est un homme qui a tout sacrifié à l'intérêt général, y compris une partie de sa vie, puisque, vous le savez, il a été victime d'un attentat horrible dans un meeting et il en reste sur une chaise roulante. J'ai beaucoup d'estime pour lui. J'ai beaucoup d'estime pour Angela Merkel. Ce sont les seuls qui sont osés aller sur l'interdiction d'un certain nombre de commerces sur les produits dérivés, sans règles et risqués. Ce sont les seuls qui ont osé évoquer que sur les banques, ils ont même dit, on va le faire tout seul.

La France s'y est mise depuis avec la Grande-Bretagne.

F.B. : Non.

Si, pour l'interdiction des ventes à découverts.

F.B. : Non. Eux ils l'ont fait. Nous, pas. On ne l'a pas fait, on en a parlé. Et de la même manière, je crois que Jean-Claude Jucker...

Président de l'Eurogroupe...

F.B. : C'est quelqu'un qui pense ça. Simplement, qui est là pour le proposer ? Ca devrait être le rôle de la France. C'est la France qui devrait dire « Voilà, nous considérons que l'Europe doit avoir un autre modèle de société ». Et je vous assure, je suis sûr que c'est une voix qui aurait de l'écho dans l'Europe et dans le monde. Et si on était minoritaires, et bien il faudrait continuer à se battre. Parce que ça n'est pas parce qu'on est minoritaire qu'on a tort. Mais il arrive qu'étant minoritaire on renonce. Et c'est là qu'on a tort, précisément.

Alors, il faut qu'on parle des retraites et un peu du budget aussi. Les retraites, je vais schématiser, vous êtes d'accord pour le passage à 62 ans, âge légal de départ à la retraite en 2018, vous êtes d'accord pour qu'on cotise 41 ans et demi en 2020, mais vous dites : « Les mesures qui accompagnent ces passages ne sont pas équitables » et vous en pointez une du doigt tout particulièrement, qui est le fait qu'alors que jusqu'à aujourd'hui on pouvait avoir une retraite pleine à 65 ans même si on avait pas cotisé le nombre de trimestres requis, là, on devra attendre 67 ans. Est ce qu'il n'est pas logique, si on repousse l'âge de départ de deux ans, de reculer également cette date butoir de deux ans ?

F.B : Alors, un, votre expression, pardonnez-moi de le dire, est inexacte. Ce n'est pas une retraite pleine. C'est une retraite sans pénalisation, avec les droits qu'on a acquis, si vous n'avez travaillé que 25 ans, vous n'avez que 25 ans de droits, mais on ne vous impose plus de pénalisation. Il faut dire des choses justes parce que les gens vont dire : « Alors si on a travaillé juste que quelques années, on va avoir une retraite pleine ». Non. C'est une retraite au pro rata des droits que vous avez acquis. Deuxièmement, je considère que ce n'est pas la même chose que de bouger le seuil entre 60 et 62 ans et de le bouger entre 65 et 67 ans. Et je dis 62 ans, c'est raisonnable, 67 ans, c'est inacceptable. Pourquoi ? Parce que les publics dont il s'agit là des femmes qui ont élevé des enfants et qui se sont mises ou se sont remises à travailler après. Les gens qui ont galéré pendant des années et il y en a beaucoup dans notre pays, les gens qui ont été obligés d'aller travailler à l'étranger et qui n'ont pas cotisé, qui n'ont pas cotisé en France. 65 ans, c'est un âge où on doit pouvoir faire valoir ses droits à la retraite avec les droits qu'on a acquis. Il n'y a pas de raison qu'on vous plonge dans cette situation, enfin, on va pas faire travailler les gens jusqu'à 70 ans s'ils n'en n'ont pas envie ! Et en plus, c'est une escroquerie. Et c'est une escroquerie complète, parce que ces gens, pour l'immense majorité d'entre eux, ils ne sont pas au travail, ils sont au chômage. Ou ils sont au RMI ou ils sont sans ressources du tout. Et bien le fait qu'on leur refuse ces droits, ça veut dire qu'on déplace la charge de ces gens des caisses de retraites aux budgets sociaux ou aux minima sociaux. Et bien, c'est inacceptable.

Ca vous amènera à voter non ?

F.B : Je dis que je ne voterai pas un texte dans lequel on maintiendrait cette injustice.

Seul sur ce point ?

F.B : Non, il y a sur la pénibilité, mais ce sujet, tout le monde en parle. Tandis que sur ce sujet, on est très peu à en parler, la CFDT en a parlé et nous en parlons et je me battrais sur ce sujet. Je veux dire une dernière inquiétude. Si je fais bien les comptes, je ne suis pas absolument sûr que la réforme proposée nous ramène à l'équilibre. Et quand je dis ça, vous voyez qu'il y a une part d'UNDERSTAINMENT comme disent les Anglais. Je pense que l'équilibre de cette réforme est une véritable question.

Justement, sur les plus favorisés des Français qui sont amenés à faire un effort supplémentaire, vous estimez que ce n'était même pas, je crois que c'est votre expression de l'ordre du symbolique, c'est-à-dire que ça ne suffit pas.

F.B : Et bien on se moque de nous. Quand on vous dit « les plus favorisés des Français, pour la tranche marginale, la plus haute, de l'impôt sur les revenus, on va demander un effort colossal et on va les porter de 40% à 41% ». Mais de qui on se moque ? De quoi il s'agit ?

Il fallait créer des tranches ?

F.B : Et bien créer une tranche supplémentaire au moins à 45% comme c'est dans beaucoup de pays. Au moins c'était un effort significatif. Là, d'effort significatif, il y en a un, qui est demandé aux entreprises, c'est la suppression des charges sur le 13^{ème} mois, ça, c'est un effort significatif, ça fait deux ou trois milliards, pour le reste, en vérité, le gouvernement a choisi de manger le fond de réserve des retraites et on en aurait eu bien besoin pour passer entre 2020 et 2030...

Et ça, ça ne vous empêche pas de le voter le texte, éventuellement ?

F.B : Et bien j'espère qu'on va trouver un meilleur équilibre. De toute façon je vous dis, ils ne vont pas avoir le choix. Parce que si je fais cette observation, d'autres la font aussi. Et donc, il va y avoir de ce point de vue là, demandez au rédacteur en chef de la Tribune qui a quelques interrogations, me semble-t-il.

Alors le déficit n'est pas que celui des retraites...

Voilà, le budget, vous avez été là aussi l'un des premiers à alerter sur la dérive des finances publiques, il y a déjà plusieurs années, avant que ce sujet ne se soit imposé par les marchés...

F.B : Seul contre tous.

Le gouvernement est engagé dans une opération assez importante, notamment avec les niches fiscales, puisqu'il est question de récupérer 8 à 10 milliards d'euros sur ces niches qui représentent au total 70 milliards. Est-ce que c'est assez selon vous, justement, pour initier une trajectoire, c'est ce que nous dit le gouvernement, qui nous remettrait à l'équilibre dans quelques années.

F.B : Je suis très réservé à l'égard des déclarations martiales qui disent : « Pour l'avenir, nous allons faire des efforts ». Mais, écoutez, si on peut en effet reprendre 10 milliards sur les niches fiscales sur les 80 milliards que représentent les niches fiscales, c'est un minimum. Vous ne vous en tirez pas si vous ne faites pas des efforts conséquents. Tous les pays les font. Ca n'est pas agréable.

Ca veut dire qu'il faut couper d'avantage dans les dépenses ?

F.B : Et bien il faut faire tout ce qu'il faut faire, il faut remettre les retraites à l'équilibre, elles ne le sont pas et ne le seront pas avant quelques temps. Il faut remettre la sécu à l'équilibre. La santé. Et ça va demander, c'est la prochaine étape devant nous, ça va demander de véritables efforts. Et il faut remettre le budget de l'Etat dans un équilibre raisonnable, respectable.

Est-ce qu'on peut faire ça quand la croissance n'est pas là ? Il y a des tas de gens qui disent : Ce n'est pas le moment de faire une rigueur trop violente, et mieux faut une trajectoire progressive.

F.B : Qu'est ce que vous faites quand une famille est surendettée ? Vous êtes obligés. Nous sommes dans une situation qui est une situation qui menace l'équilibre et la santé du pays. Lorsque Nicolas Sarkozy a été élu en 2007 j'avais fait cette campagne sur le déficit et la dette. A l'époque, vous le savez, le déficit était de 38 milliards par an. Cette année, il va être de 152. C'est exactement 4 fois plus. 300% d'augmentation. Vous trouvez que ça va vous ? Moi je vous dis, c'est irresponsable, c'est dingue. Ce sont des responsables qui n'ont aucun sens des risques qu'ils font courir au pays, droite et gauche confondus, parce que la gauche elle se plaint.

Ceci est dû quand même aux mesures de soutien, à l'activité.

F.B : Non. Y'a 20 milliards, au mieux. Parce que je demande à voir les chiffres.

Et il y a l'emploi. Et les recettes fiscales, qui est lié à l'activité quand même.

F.B : Oui, très bien, mais on ne peut pas continuer à creuser le déficit du pays comme ça. On va au gouffre.

Vous voulez faire la révolution en France ? Vous dites qu'il faut couper...

F.B : Mais je ne dis pas qu'il faut couper comme ça...

C'est l'emploi dans la fonction publique qui sera touchée.

F.B : Non. Ca n'est pas là qu'est la variable principale. Je vais vous répondre. Pourquoi est-ce que je me bats autant ? Parce que le mur qui nous attend et vers lequel nous fonçons depuis des années, c'est un mur qui a une traduction directe pour tous ceux qui nous écoutent. Et je vais leur dire ce que c'est. Et je ne le dis pas en l'air, parce que ça s'est fait en Grèce, ça s'est fait au Portugal, ça s'est fait en Espagne. Ca a une signification très claire c'est : Baisse du salaire des fonctionnaires, baisse, pas gel. Et baisse des retraites. Le mois prochain, 10% de moins dans certains pays. Dans d'autres, 15.

Mais comment on fait des économies ?

F.B : Et bien les économies, elles ont à se faire sur autre chose. Un, il faut avoir des impôts justes et équilibrants les finances publiques du pays.

TVA ?

F.B : Mais on verra, je ne vais pas faire le plan, là.

C'est un débat qui est dans la majorité aujourd'hui...

F.B : Et bien ça s'est produit en Allemagne.

Ca s'est produit en Grande-Bretagne...

F.B : Il y aura en tout cas, naturellement des décisions à prendre du point de vue des rentrées fiscales. En effet, on a institué des niches qui sont des niches déraisonnables. Et vous savez que j'ai voté contre, que je me suis battu contre le bouclier fiscal, je me suis battu contre un certain nombre de dispositions de cet ordre : Un, il y a eu cette affaire, des gens qui devraient payer des impôts et à qui on dit : Vous ne les paierez pas si vous faites telle ou telle chose. Ca fait 80 milliards. Et de ce point de vue-là, il y a, pour moi, peut-être 20 milliards à trouver dans ces niches-là. Y'a eu rééquilibrage des impôts et je crois une réforme fiscale à terme pour aller jusqu'au bout de cette affaire, et peut-être des interventions à revoir. Parce qu'il y a de très lourdes interventions, notamment à l'endroit de l'entreprise, il faudrait regarder une par une si ces mesures sont utiles, justifiées, justes et supportables dans les temps où nous sommes.

Il nous reste 3 minutes, on parle de votre situation politique, à la tête du Modem, François brûle de vous poser une question sur Dominique de Villepin et Christophe sur le parti socialiste.

Dominique de Villepin, donc, qui occupe un espace que vous occupiez ou que vous occupez toujours, mais est-ce qu'il n'a pas pris, justement, en quelque sorte, votre place ? Avec son émergence, son nouveau parti qu'il a lancé sur des thématiques qui sont proches des vôtres.

F.B : Vous savez bien que non. Mais, ça n'est pas sur ce mode-là que je vais vous répondre. Pour moi, je considère que nous avons tous une responsabilité partagée. Tous ceux qui veulent être des reconSTRUCTEURS, ils ont le devoir de se parler et un jour de travailler ensemble.

Travailler avec Villepin ?

F.B : Par exemple. Mais avec d'autres. Tous ceux qui pensent que la voix de la France, elle n'est pas dans la majorité actuellement au pouvoir, elle n'est pas dans le pouvoir tel qu'il s'exerce. Et qu'elle n'est pas non plus dans le PS tel qu'il est en train de dériver. Tous ceux-là, ils ont le devoir de travailler ensemble. Et moi je n'y manquerai pas.

C'est maigrichon, s'il n'y a ni le PS, ni le pouvoir actuel...

F.B : Et bien vous allez voir que là, probablement, vous avez la majorité de la France. Vous dites ça d'un air aigrillard. Là, vous avez la majorité de la France. Et en tout cas, la majorité qui, seule peut détourner la France des risques qui sont devant elle. Ayant dit ce que j'ai dit sur la réforme des retraites, selon moi question vitale pour le pays, quand vous pensez que le PS va faire campagne pour l'élection présidentielle de 2012 en disant : « Nous remettons la retraite à 60 ans », alors de deux choses l'une : Ou bien c'est une escroquerie, parce qu'on fait semblant de la remettre et on met des pénalisations si lourdes que plus personne ne peut prendre la retraite à 60 ans. Ou bien on ment. Et ce mensonge sera sanctionné.

Le parti socialiste, vous avez parlé de dérives, donc Martine, c'est fini ? On ne discute plus avec le Parti socialiste ?

F.B : Pas du tout, figurez-vous que c'est quelqu'un que j'estime. Alors je ne suis pas d'accord...

Mais vous avez parlé d'escroquerie. Elle ne va pas être très contente Martine Aubry.

F.B : Vous savez, j'étais à l'écoute lorsque, dans une émission, elle a dit sur les retraites, après tout, 61, 62 ans, c'est pas si grave. Je pense qu'elle disait le fond de sa pensée. Et j'ai trouvé que cette phrase-là...

Elle est revenue dessus depuis.

F.B : Oui, dans les heures suivantes. Mais c'était une phrase que je trouvais encourageante pour la conscience du pays. Alors elle a effacé tout ça, elle est revenue sur une ligne complètement différente, mais ça ne change pas le jugement.

Donc le dialogue n'est pas rompu avec le parti socialiste ?

F.B : Non ! Je dialogue avec tous les républicains. Je serre la main de tout le monde dans la République. C'est comme ça. Alors, peut-être est-ce bizarre, mais je considère que les dirigeants du parti socialiste qui sont à la tête d'une immense famille politique, un immense parti, avec un réseau d'élus comme il n'y en a jamais eu en France, jamais, depuis 100 ans. Ils ont des responsabilités et je ne les considère pas comme des ennemis. Et les responsables de la droite républicaine, je ne les considère pas comme des ennemis, a fortiori tous ceux qui sont à vouloir reconstruire, construire un espace politique qui soit une solution pour la France. Ces reconSTRUCTEURS-là, c'est ma famille, tous autant qu'ils sont.

O.M : Merci François Bayrou d'avoir été avec nous ce soir.